

Le Maire de la Commune de CHAUMONTEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le code de la route, ainsi que les arrêtés ministériels qui s'y rapportent ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée ;

Vu la dépose du ciel étoilé par la société INEO, il est sollicité l'interdiction du stationnement rue André Vassord, entre la rue de la Guillotte et la place Cyprien Réthoré, **le mercredi 21 janvier 2026, de 08h00 à 17h00** ;

Considérant que cette intervention peut présenter un risque d'atteinte aux biens ou aux personnes ;

Considérant que pour parer aux risques d'atteintes aux biens ou aux personnes, il convient d'interdire temporairement le stationnement afin de permettre l'intervention de la société INEO avec les matériels et engins appropriés ;

Stationnement

Lieu impacté :

Rue André Vassord
(Entre rue de la
Guillotte et place
Cyprien Réthoré)
95270
CHAUMONTEL

Objet :

Interdiction
temporaire du
stationnement
(dépose du ciel
étoilé)

A R R E T E

Article 1 : Le stationnement de tout véhicule sera interdit **le mercredi 21 janvier 2026, de 08h00 à 17h00**, rue André Vassord, entre la rue de la Guillotte et la place Cyprien Réthoré. La circulation sera régulée par intermittence pendant la durée de l'installation.

Article 2 : Le stationnement de tout véhicule, en infraction à l'article 1, sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du code de la route. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite.

Article 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription absolue – sera mise en place à la charge de la commune de Chaumontel.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de CERGY, dans un délai de 2 mois suivant sa publication.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Monsieur le Maire de Chaumontel, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Asnières-sur-Oise, la Police Municipale, sont chargés chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché sur la commune de Chaumontel et ampliation transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie d'Asnières sur Oise,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Responsable du Service de Police Municipale,
- Monsieur Damien Arson, société INEO

Fait à CHAUMONTEL, le 13/01/2026

Le Maire,
Sylvain SARAGOSA



Signé électroniquement par : Sylvain
SARAGOSA
Date de signature : 13/01/2026
Qualité : Signature des PDF par M. le
Maire